

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 11/010/2007 (Public)
Bulletin n° : 148
ÉFAI
2 août 2007

Afghanistan. Amnesty International demande la libération immédiate de tous les otages

Amnesty International est entrée directement en contact avec les talibans pour demander la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages afghans et étrangers. Soulignant le sort terrible des otages sud-coréens, Amnesty International a appelé les talibans à respecter les engagements qu'ils avaient pris précédemment de respecter le droit international.

L'organisation a fait cette demande directe en réaction à l'augmentation du nombre d'enlèvements, de prises d'otages et d'homicides d'otages imputables aux talibans en Afghanistan ; elle réagissait en particulier à l'homicide récent de quatre employés du gouvernement afghan et de deux agents sud-coréens d'une organisation humanitaire détenus par les talibans.

« La prise d'otages constitue une violation flagrante du droit international humanitaire, a déclaré la secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan. Il n'y a aucune exception à cette règle et rien ne peut justifier de l'enfreindre. Prendre des personnes en otages et les tuer constitue un crime de guerre et les auteurs de tels agissements doivent être déférés à la justice. »

Ces dernières atteintes aux droits humains sont en contradiction directe avec l'engagement des talibans de ne pas prendre pour cibles les civils et de ne pas maltraiter les prisonniers. Le porte-parole des talibans Qari Yusef Ahmadi a dit à Amnesty International mercredi : « nous essayons de résoudre ce problème [la prise d'otages des Sud-Coréens] de manière acceptable », mais il n'a pris aucun engagement concernant leur protection et leur libération immédiate telles que requises par le droit international.

Qari Yusef Ahmadi a déclaré à Amnesty International : « nous essayons de ne pas entrer en confrontation avec le droit international humanitaire et de ne pas agir en contradiction avec les droits humains lorsque cela est compatible avec la charria ». Amnesty International a insisté sur le fait qu'aucun système juridique n'était au-dessus du droit international. Elle est très préoccupée par les propos du commandant taliban Mansour Dadullah, qui a déclaré la semaine dernière : « L'enlèvement est une politique qui marche très bien et j'ordonne à tous mes moudjahidin d'enlever les étrangers qui se trouvent sur leur chemin, quelle que soit leur nationalité, et ensuite nous devrions faire le même genre d'arrangement. »

Il y a eu une recrudescence des enlèvements imputables aux talibans au cours des dernières semaines :

- le 24 juillet 2007, quatre employés d'un tribunal provincial ont été enlevés alors qu'ils se déplaçaient dans le district d'Andar, dans la province de Ghazni ; leurs corps ont été retrouvés mercredi par les autorités afghanes ;
- jeudi 19 juillet, 23 Sud-Coréens ont été enlevés par les talibans alors qu'ils se trouvaient dans la province de Ghazni ; deux ont été tués ; 18 femmes et trois hommes sont toujours détenus ; les talibans ont menacé de tuer d'autres otages encore ;
- le 18 juillet, cinq Afghans et deux Allemands ont été enlevés dans la province de Wardak ; un des Afghans s'est enfui et un des Allemands est mort alors qu'il était aux mains des talibans ; les autres sont toujours détenus et le deuxième Allemand serait en mauvaise santé ;
- le 17 juillet, un responsable de l'éducation de la province du Paktika a été enlevé alors qu'il se trouvait dans le district d'Andar, dans la province de Ghazni ; on ignore où il se trouve et ce qu'il est advenu

de lui.

Aux termes de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949, que sont tenues de respecter toutes les parties au conflit armé non international en Afghanistan, y compris les talibans, la prise d'otage est interdite en tout temps, comme l'est le « *meurtre sous toutes ses formes* », tel que le meurtre de détenus apparenté à une exécution.

Cette série récente d'enlèvements intervient après celui du journaliste italien Daniele Mastrogiacomo, de son traducteur afghan Ajmal Naqshbandi et de son chauffeur afghan Sayed Agha, en mars 2007. Daniele Mastrogiacomo a été libéré mais Ajmal Naqshbandi et Sayed Agha ont été tués ensuite par le groupe.

Amnesty International demande aux talibans et aux autres groupes armés, ainsi qu'à toutes les autres parties au conflit armé en Afghanistan, de se conformer strictement et en toutes circonstances aux obligations qui sont les leurs aux termes du droit international. « *Aucune rancœur, idéologie politique ou conviction religieuse ne saurait justifier ou excuser de telles violations*, a déclaré Irene Khan. *Tous les otages doivent être libérés immédiatement, sans condition et sans qu'aucune nouvelle souffrance ne soit infligée.* »

/FIN